

Notre héritage

« Notre héritage n'est précédé
d'aucun testament »

René Char

Alors que l'Angleterre est au cœur de la révolution industrielle, en 1871 la Commune de Paris s'élance à l'assaut du Ciel. L'Angleterre ? Un prolétariat hégémonique, concentré, organisé dans le mouvement chartiste, une paysannerie en voie de disparition. La France ? Un pays rural, un prolétariat encore peu nombreux et faiblement organisé. La première internationale (AIT) y compte plus de 100 000 adhérents. À Lyon, Marseille et Paris. Mais ceux qui ont fait la Commune sont surtout des artisans, boutiquiers, ouvriers du bois, du livre, de la bijouterie. Or Marx écrivait dans *Le Capital* (livre I) : « À mesure que diminue le nombre des potentats du capital [...] s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. »

La révolution d'Octobre se développe dans un pays rural ravagé par la guerre et la famine. Un pays comportant : « une économie arriérée, une structure sociale primitive, un niveau de culture inférieur » (Trotsky, *Histoire de la révolution russe*). Pour expliquer l'ac-

tualité de la révolution russe, Lénine évoque « *le maillon faible* » de la chaîne impérialiste. Trotsky parle de « *l'inégalité de rythme, qui est la loi la plus générale du processus historique* » et de « *loi du développement combiné, dans le sens du rapprochement de diverses étapes [...] de l'amalgame de formes archaïques avec les plus modernes* ». En quelques années, sous les coups de la contre-révolution stalinienne, le parti bolchevique est détruit. Un régime monstrueux s'installe. Régime pervers qui combat la révolution mondiale au nom de la révolution. La révolution chinoise se développe d'abord comme mouvement paysan.

Comment rendre compte du fait que la première révolution ouvrière ait été déclenchée à Paris et non pas en Angleterre ? Comment expliquer que les révolutions qui lui ont succédé (quelle que soit leur évolution) se soient développées dans des pays à dominante rurale ? Gramsci considère que la révolution d'Octobre est « *la révolution contre Le Capital de Karl Marx. Le Capital était, en Russie, le livre des bourgeois plus que des prolétaires. C'était la démonstration critique qu'il y avait en Russie une nécessité fatale à ce que se formât une bour-*

geoisie [...] avant que le prolétariat pût seulement penser à sa revanche, à ses revendications de classe, à sa révolution. Les faits ont dépassé les idéologies. [...] Les bolcheviks renient Karl Marx. [...] Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais ». C'est-à-dire une pensée de l'agir, celle qui tient compte des conditions historiques concrètes.

Après la Deuxième Guerre et malgré la puissance d'un prolétariat organisé, la révolution a rarement frappé à la porte d'un pays industriel. Certains pays ont connu des périodes prérévolutionnaires intenses. C'est le cas de la grève générale de Mai-juin 68, du Mai rampant en Italie. Les staliniens et les bureaucraties ouvrières y ont joué un rôle contre-révolutionnaire. Mais le prolétariat n'a pas réussi à surmonter ces difficultés. En ce début de 21^e siècle, une série de défaites se succèdent (démantèlement de la protection sociale, attaques contre les retraites) sans que la classe ouvrière puisse faire reculer la bourgeoisie. Non seulement cela, mais la vague néo-libérale a profondément modifié la structure interne du salariat. Modifications accompagnées par les bureaucraties ouvrières. Mais les nouvelles formes de domination ne laissent place à aucun compromis social. Finalement, nous continuons à penser la lutte des classes et ses effets avec des concepts issus d'une autre époque. Époque qui était celle d'un prolétariat concentré (du moins dans les pays industriels), organisé par des bureaucraties puissantes, s'affrontant à un patronat prêt à lâcher du lest.

Nous n'avons pas su reconstruire une alternative programmatique et organisationnelle crédible. Cet échec ne tient pas seulement à des facteurs objectifs : ravages opérés par le stalinisme, nouvelles formes de domination mises en place par le capital finan-

cier, modifications structurelles du prolétariat. Cet échec tient aussi à des facteurs subjectifs. À une lecture biaisée de la lutte des classes. Aux pesanteurs d'un certain passé nous minorant dans des conditions difficiles. À une forme de « sectarisation » due à notre isolement. Nous nous sommes souvent contentés de répéter des formules programmatiques et revendicatives issues du passé. Même la question des nationalisations (système bancaire, secteur automobile) pose problème. Qui nationalise ? L'État bourgeois ? Quelle est la place des salariés ? Des syndicats ? Ces formules devaient déboucher sur la mystique du Grand Soir sous la forme de la Grève générale et du double pouvoir. En gros, des slogans appartenant à période allant des années 30 aux années 70.

Finalement, nous en sommes restés à la dimension de l'immédiateté socio-économique. Même l'appel incantatoire à la grève générale ne fait que de la surenchère sur le rituel des journées d'action. On peut d'ailleurs se demander quel est le sens que peut donner le salariat actuel au contenu de la grève générale. Comment la notion de grève générale est-elle perçue par un intérimaire, un temps partiel, un CDD, un personnel de santé ? Notre activité politique est finalement restée scandée, pour certains, par les échéances électorales ; pour d'autres, par l'attente du Grand Soir flamboyant. Les deux orientations n'étant d'ailleurs pas incompatibles dans une même organisation ou un même individu.

Notre génération s'efface. Il serait souhaitable qu'elle puisse tirer un minimum de bilan et indiquer quelques pistes pour préparer l'avenir. Nous prétendons hériter de Marx et de ce que le mouvement ouvrier (dans sa pluralité) a produit de meilleur. Cet

héritage ne doit pas se trouver frileusement conservé afin d'être gravé un jour dans le marbre. Il faut que cet héritage soit créateur et gage d'avenir.

L'ÉTAT DU

SYNDICALISME.

Afin d'organiser sa défense la plus élémentaire, le prolétariat a construit le mouvement syndical. La CGT est fondée en 1895. Elle est issue du mouvement des Bourses du travail. En Angleterre, c'est le mouvement Chartiste qui donnera naissance au Parti travailliste. En 1892, naissance de la première confédération syndicale allemande.

En se développant et en embrassant des catégories de plus en plus larges, ces organisations syndicales ont dû se doter d'un appareil spécialisé : permanents, experts. Cet appareil, détaché de la base ouvrière, habitué aux négociations et aux lambris dorés du pouvoir, est devenu à lui-même sa propre fin. Son objectif est d'assurer sa propre reproduction. Dépendant des partis ouvriers accédant au gouvernement, il en est devenu la courroie de transmission. « *Lieutenants de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier* », les appareils syndicaux sont devenus des obstacles à l'émancipation. On comprend alors la perspective tracée par Trotsky dans le *Programme de Transition* en 1938 : « *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* ». Sous le gouvernement du Front Populaire, la direction du PC condamne les occupations d'usines. Dans *l'Humanité* du 12 juin 1936, le secrétariat du PC dénonce « *les ennemis du peuple qui font courir le bruit que les ouvriers en grève veulent faire marcher les usines* ». Rappelons que le gouvernement du Front Populaire

était un gouvernement de coalition entre la SFIO et le parti Radical (principal parti bourgeois de l'époque) soutenu par le PCF. Le Front Populaire abandonnera la République espagnole à son sort. C'est la chambre Front Populaire qui votera les pleins pouvoirs à Philippe Pétain. La grève générale de Mai-Juin 68 va se heurter de plein fouet à la politique de la direction du PCF et de l'appareil de la CGT. Les groupes gauchistes seront stigmatisés comme des provocateurs aux ordres du patronat. Et surtout : alors que la grève pose la question du pouvoir et que la construction d'un comité central de grève devient une nécessité politique, PCF et CGT tendent toutes leurs forces pour banaliser la grève et la réduire à son aspect purement revendicatif. La révolution poursuit son chemin dans les pays coloniaux à travers les luttes de libération nationale. Ces pays sont évidemment à dominante agraire et donneront naissance à des régimes rapidement bureaucratisés

Aujourd'hui, le syndicalisme français est moribond. Sur 23 millions de salariés, à peine 2 millions sont syndiqués (8 % contre 20 % dans les années 70) Le secteur privé (les PME, en particulier) est un désert syndical. Le nombre de permanents syndicaux est inversement proportionnel au nombre d'adhérents. Le budget annuel des centrales syndicales est de 4 milliards d'euros. 4 % proviennent des cotisations, le reste du patronat et de l'État. Pour la fonction publique, les décharges d'horaires représentent 28000 équivalents temps plein. Sans parler des entreprises comme Air France, la RATP ou l'EDF qui regorgent de permanents nommés par la hiérarchie syndicale et non élus par les salariés.

Le syndicalisme n'a jamais su (ou voulu) s'opposer clairement et fronta-

lement aux nouvelles formes d'exploitation. Il a surtout abandonné les couches du prolétariat les plus précarisées : chômeurs, CDD, temps partiels, intérimaires, contractuels, vacataires. Il a délaissé les femmes et les travailleurs issus de l'immigration.

LA RESTRUCTURATION

DU PROLETARIAT.

Le prolétariat des pays industriels (États-Unis, Japon, Europe) a profondément été restructuré par l'offensive libérale et la financiarisation économique. De nouvelles formes d'exploitation et de domination ont été mises en place : cercles de qualité, management par le stress, individualisation des tâches, chantage aux licenciements, précarité organisée, flexibilité, réduction des grandes concentrations ouvrières, développement de la sous-traitance. Par exemple, le sixième des ouvriers du secteur de l'automobile est constitué par des intérimaires. Nous avons ainsi un prolétariat extrêmement hétérogène. D'un côté, un salariat relativement protégé et défendant ses acquis : CDI, retraites, patrimoine. De l'autre, un salariat plus jeune mais vulnérable, relégué en banlieue ou dans les zones péri-urbaines. Une partie du salariat reste condamnée à des emplois sous-qualifiés dans les secteurs de l'industrie et des services. Les différenciations entre les différentes catégories peuvent être extrêmement importantes tant en termes de salaire que de fonction. Bref, le prolétariat n'a sans doute jamais été aussi éclaté. La désindustrialisation et les délocalisations ont mis les salariés en concurrence à l'échelle internationale.

Le prolétariat constitue une classe dominée. Pour qu'il devienne sujet collectif, un certain nombre de conditions doivent être remplies :

- L'organisation active de la solidarité
- La mise en œuvre d'une capacité de résistance
- La capacité à prendre la parole en toute indépendance
- La volonté de postuler à une transformation sociale radicale
- La capacité à représenter l'intérêt général

Ces conditions présupposent des médiations organisationnelles (syndicats, associations, partis, contre-culture). Médiations qui ne sont jamais définitivement acquises ou constituées. Médiations qui peuvent aussi dériver vers la défense de l'ordre existant. Ce processus par lequel le prolétariat devient classe-pour-soi est long et complexe. Il n'est pas exempt de reculs et de régressions. Nous pouvons considérer que nous sommes précisément dans une période de recul. Recul dû à :

- L'accumulation de défaites partielles (au moins à l'échelle du continent européen). Défaites qui finissent par peser lourdement sur les capacités de mobilisation et qui contribuent à assombrir l'avenir.
- La fragmentation et l'individualisation des tâches qui sont les conséquences des nouvelles normes d'organisation du travail.
- L'effondrement de la culture ouvrière qui fonctionnait tant bien que mal comme contre-société et favorisait la structuration d'une conscience de classe.
- L'intégration organique des organisations syndicales à la gestion de l'économie libérale (en particulier au niveau de leur participation à la CES) et leur abandon des couches les plus exploitées

Mais ces défaites ont été, pour l'instant, amorties par un certain nombre d'acquis institutionnalisés que le capitalisme, dans sa course au profit et à l'expansion infinie de la loi de la va-

leur, doit remettre en cause. J'y reviendrai.

LES NOUVELLES FORMES DE DOMINATION

L'évolution du capitalisme démontre que la démocratie parlementaire devient un régime superflu. Elle se limite à des élections périodiques chargées de sélectionner les dirigeants de l'oligarchie. Les libertés publiques sont de plus en plus limitées. L'action politique et syndicale est criminalisée. Une fois ses dirigeants désignés, le peuple n'a plus son mot à dire sur le contenu de la politique gouvernementale. L'homme politique est remplacé par l'expert ou le technocrate directement en charge des intérêts du capital financier (cf. la Grèce, l'Italie, etc.). On peut considérer que la gouvernance européenne devient un véritable laboratoire en la matière.

L'entreprise est le paradigme de la gouvernance de l'État. Toutes les relations sociales sont conçues sur le modèle entrepreneurial. La concurrence constitue la norme universelle. Afin de préserver la domination du capital financier sur l'ensemble des catégories sociales, de nouveaux dispositifs politiques sont mis en place :

- Contrôle généralisé des populations par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication : bases de données, fichiers centralisés, vidéo-surveillance, biométrie. Certaines populations sont ciblées comme constituant le type même de « l'ennemi intérieur » et placées sous une surveillance permanente
- Criminalisation de toute forme de contestation de l'ordre en place
- Désinstitutionnalisation généralisée. Les institutions (Hôpitaux, Psychiatrie, Justice, École) qui pouvaient encore servir de liens de solidarité et de

filet de protection, sont démantelées au profit d'une privatisation galopante. L'individu doit être livré à lui-même et devenir l'entrepreneur de soi-même.

- Substitution du « public » au *peuple* (conçu comme l'ensemble des citoyens). Ce public constitue la cible de la politique-spectacle. La volonté générale et l'intérêt de classe disparaissent au profit de l'exacerbation du désir individuel. Les appareils des organisations syndicales construites par le mouvement ouvrier pour sa propre défense sont devenus des rouages d'intégration. Les gouvernements se donnent désormais pour tâche de placer la totalité de la vie sociale sous le signe de la concurrence.

La construction européenne après la Seconde Guerre mondiale constitue la cage de fer destinée à broyer les peuples et à déchaîner la concurrence universelle. Les pionniers de l'Europe sont des réactionnaires notoires. Robert Schumann est au service du cléricalisme lorrain, combat le Front Populaire et vote les pleins pouvoirs à Pétain. Jean Monnet, homme d'affaires lié aux banquiers américains, souscrit à la doctrine de l'endiguement et soutient le Plan Marshal. En 1950, il participe à la construction du groupe Bilderberg rassemblant industriels, économistes et politiques qui défendent le modèle ultralibéral. La totalité du travail des parlementaires nationaux doit désormais être compatible avec le droit européen. La privatisation de la Poste résulte d'une directive européenne. Le morcellement et la privatisation progressive d'EDF sont une conséquence de la libéralisation du marché de l'énergie, application directe des traités européens. L'Union européenne est partout : dans les institutions, à l'Assemblée nationale, au Sénat, dans les collectivités locales et les services publics. **De**

ce point de vue, le vote du TSCG le 9 octobre 2012 par la majorité socialiste constitue une véritable forfaiture, un crime contre la démocratie la plus élémentaire. Les urnes, destinées à désigner une majorité parlementaire, ont toujours détourné la dynamique subversive du mouvement social. On peut s'appuyer sur l'exemple de la plus grande grève générale qu'ait connue notre pays. La grève de mai-juin 68 détournée sur le terrain électoral par le pouvoir gaulliste (bien aidé en cela par le PCF) a donné naissance à une chambre bleu horizon inespérée. Sans parler de la traduction électorale des révolutions arabes ! Et puis, ce sont toujours les dominants qui convoquent les élections... ou les référendums. Ce sont eux qui décident de la date, des conditions politiques, administratives et matérielles. Ils décident aussi de la question posée. La victoire des urnes, en balayant la mafia sarkozyste, s'est immédiatement retournée contre les électeurs. **La « révolution par les urnes » était potentiellement porteuse de la contre-révolution sociale.** Hollande, son gouvernement et sa majorité utilisent, sans état d'âme, les armes politico-idéologiques de la droite (racisme d'état, culture de la peur et de la délation, menaces d'interventions militaires en Afrique). Il s'agit de faire obstacle au surgissement de la question sociale. Surgissement que risquent de susciter au grand jour l'avalanche des plans de licenciements et les effets destructeurs de l'austérité historique planifiée par le budget. La politique du gouvernement PS-EELV prépare directement la voie au retour d'une droite extrême et autoritaire. Il faut caractériser le PS comme un parti parlementaire bourgeois. Bourgeois par son programme, sa composition sociale, son intégration aux institutions de la V^e Répu-

blque, ses liens organiques avec les milieux d'affaire, son rôle majeur dans la construction européenne et la place prépondérante occupée dans l'appareil par la caste des élus.

Le capitalisme ne reviendra pas à ses formes de domination antérieures comme la république parlementaire. La recherche du compromis est impossible. Plus rien n'est à négocier. On l'a bien vu à propos du mouvement social contre la réforme des retraites. On ne négocie pas les nouvelles formes de management. On ne négocie pas les plans de licenciement boursiers. La manifestation traditionnelle elle-même n'a de sens que dans le cadre d'un régime parlementaire. Elle vise à faire pression sur l'appareil d'État et sur les élus. Soit, elle traduit une capacité de mobilisation et exprime un rapport de force. Soit, elle cherche un compromis impossible. A moins de se vouloir manifestation insurrectionnelle ! On a vu comment le puissant mouvement social contre la réforme des retraites de 2010 s'est évaporé lorsque le parlement a voté la loi. D'autres types d'actions s'attaquent directement à la racine de la domination économique et symbolique : insoumission, désobéissance civique, résistances au nouveau management, mobilisations contre la souffrance au travail, luttes contre la destruction de l'environnement et les grands projets inutiles, etc. Les Indignés américains et espagnols ont su créer de nouvelles formes de résistance (quelles qu'en soient les limites) s'attaquant à la domination du capital.

ENTRE ESPOIR ET

NOSTALGIE

Alors faut-il tabler sur un futur choc frontal avec le capital que pourraient susciter les effets de la crise ? Explo-

sion sociale, effondrement économique ? Peut-être. Peut-on faire l'économie de la rupture brutale ? Rien n'est moins certain. Il faudra sans doute se faire à l'idée que le mythe du « Grand Soir » est devenu obsolète. Mais cela ne réhabilite pas pour autant l'idée de « révolution par les urnes ». Les conditions du suffrage universel ont été confisquées et dénaturées par l'oligarchie (manipulations de l'opinion publique, politique-spectacle, intérêt des représentants se substituant à l'intérêt des représentés, création de la caste des élus, découpage électoral, égalité formelle). Il nous reste à conquérir, comme exigence de droit, la suppression de l'activité politique comme projet de carrière. Les politiciens sont devenus une caste qui cultive ses propres privilèges. Un élu pour 125 électeurs en France ! « À l'instant qu'un peuple se donne des représentants, il n'est plus libre ; il n'est plus. » (Rousseau, *Du Contrat Social*).

La crise économique et le développement de la mondialisation déchirent le voile de l'illusion politique. En ce sens que, désormais, les décideurs politiques apparaissent réellement comme les chargés d'affaires du capital. Le concept de « gouvernance » illustre parfaitement cet état de fait. Le champ laissé aux partis politiques qui aspirent à gouverner ou à impulser une dynamique de transformation sociale se réduit comme une peau de chagrin. Il n'y a plus un « débouché politique » qui, comme par magie, viendrait couronner un mouvement social ascendant. Le mythe du « Grand Soir » est porteur de cette illusion. Du même coup, la forme-parti est remise en question. Le parti (qu'on le veuille ou non) postule à gouverner. Il se veut le représentant des intérêts d'une classe ouvrière qui serait relativement homogène. Il

constitue un état-major apte à décider des mots d'ordre opportuns pour s'élanter à l'assaut du pouvoir. Il est un centre décisionnel dans le champ politico-militaire. Celui par qui le prolétariat peut enfin accoucher du socialisme. En somme, il est le chaînon manquant. **Évoquer la nécessité d'un parti révolutionnaire (ou parti d'avant-garde) c'est supposer que le peuple ne peut s'émanciper que s'il est dirigé par une élite éclairée.** Mais « l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué » écrivait Marx. La machinerie du parti ne peut que faire obstacle à la démocratie et à l'autonomie. Dans le meilleur des cas, les grands stratèges qui se réclament aujourd'hui du léninisme ont démontré leur impuissance politique et organisationnelle. Dans le pire des cas, ils ont démontré leur capacité manipulative. La seule fonction des avant-gardes est de renforcer les capacités d'auto-organisation du prolétariat. Et donc finalement de... s'auto-dissoudre ! Avant d'être un mode de gouvernement institutionnel, la démocratie est **le gouvernement de ceux qui n'ont aucun titre à gouverner.** Le gouvernement de « ceux qui ne savent pas », le gouvernement des « incompetents », le gouvernement des « sans-grade ».

Les victoires partielles du mouvement ouvrier ne sont pas à mettre simplement au compte des pertes et profits. Elles sont restées incrustées au sein des vieilles sociétés capitalistes. Pour notre pays, c'est le cas des congés payés et des 40 heures, acquis de la grève de Juin 36. C'est le cas des mesures prises par le CNR sous la pression du peuple mobilisé (création de la Sécurité Sociale, nationalisation d'EDF, création du statut de la fonction publique). Aujourd'hui, le capital estime que ces acquis (devenus quasi-institutionnels) sont des obstacles à

son expansion. La politique de délocalisation, la dérégulation financière et la destruction des barrières douanières vont permettre au capital d'accéder à un gigantesque réservoir de main-d'œuvre.

Dans les pays capitalistes industriels, l'extension du salariat s'est opérée en dehors des phénomènes de paupérisation. Le salariat n'était plus synonyme de misère. C'est bien l'une des caractéristiques des « 30 Glorieuses ». Certains courants ont pu parler d'embourgeoisement de la classe ouvrière. Cet embourgeoisement plongeant ses racines dans la surexploitation des pays du Sud et dans la cogestion conduite par les organisations syndicales (les partenaires sociaux !) et politiques. La plus grande grève générale de l'histoire de France s'est développée dans un pays au taux de chômage extrêmement bas, avec une protection sociale étendue au maximum. Ce fut aussi le cas en Italie à la même période. C'est l'*aristocratie ouvrière*, les travailleurs les mieux payés, qui étaient à la tête du combat en 1995 et en 2003 (cheminots, postiers, enseignants, soignants, etc.). Au Chili entre 1970 et 1973 c'étaient les mineurs du cuivre. En Argentine entre 1971 et 1974, les ouvriers de la métallurgie et de l'automobile. En Afrique du Sud, ce sont les travailleurs noirs les mieux payés qui, dans les années 70 ont mené les grandes luttes dans l'automobile et les mines. On pourrait rappeler le rôle moteur joué par la fonction publique en France. Cette aristocratie ouvrière s'est souvent trouvée à l'épicentre des luttes les plus radicales à la fin du siècle dernier. Bref, tout s'est passé comme si la puissance du prolétariat engendrait les conditions d'une nouvelle puissance. La combativité semble se nourrir des acquis institutionnalisés. La misère n'incite pas né-

cessairement à la volonté de révolution. C'est bien l'absence de salaire (chômage, temps partiels imposés) qui aujourd'hui pose problème et contribue à lamener la conscience de classe.

HISTOIRE ET REVOLUTION

L'histoire n'obéit pas à une loi immanente qui la conduirait à la dictature du prolétariat. Il n'existe aucun déterminisme. Mais l'histoire n'est pas non plus livrée au hasard. Nous savons que s'affrontent la logique mortifère du capital et la volonté d'émancipation irrépressible des femmes et des hommes. La lutte des classes reste un moteur. Mais elle n'ouvre pas nécessairement sur des lendemains qui chantent. « *Socialisme ou barbarie* » disait Rosa Luxembourg. Il y a toujours une part d'imprévisible dans l'événement. Toujours une part de contingence. L'histoire peut bifurquer vers le meilleur ou vers le pire. Nous avons l'habitude de dire que le « *court 20^e siècle* » est le siècle des grandes catastrophes totalitaires : la boucherie de la Première Guerre, la défaite du prolétariat allemand puis espagnol, la barbarie nazie, la Shoah, l'horreur du stalinisme. Mais le 20^e siècle, c'est aussi celui des luttes de libération nationale et des grandes conquêtes ouvrières (réduction du temps de travail, congés payés, conventions collectives, sécurité sociale, retraites par répartition, salaire socialisé). Nous sommes alors renvoyés à la notion de révolution. Nous avons conçu la révolution comme une fulgurance (le *kairos* des philosophes grecs), « *Du passé faisons table rase* » ! Le parti d'avant-garde devait constituer l'outil de cette métamorphose rédemptrice. Sauf que jamais une révolution ne s'est accomplie dans ces conditions chimiquement

pures. Pensons à la révolution française. Aux révolutions arabes d'aujourd'hui. Même la révolution russe a connu un processus complexe. Effet différé de la révolution de 1905, elle s'inscrit dans l'apocalypse de la Première Guerre mondiale.

La bourgeoisie a mis quatre siècles à conquérir le pouvoir politique. Elle occupait pourtant des positions économiques, juridiques, politiques et culturelles au sein de l'ordre féodal. Louis XIV lui-même s'inclinait devant un banquier. Au sein de l'ordre capitaliste, le prolétariat n'a pas conquis des positions de pouvoir. Même si dans les vieux pays industriels du continent européen, il a pu accumuler des acquis précieux traduits au niveau institutionnel. **Comment une classe, qui reste finalement dominée sur tous les plans, peut-elle conquérir le pouvoir ?** Si on ne peut tableur sur une rupture brutale (d'ailleurs quelle est la nature du régime qui pourrait émerger d'une telle rupture ?), ne faut-il pas se préparer à un mouvement de longue haleine ? À un processus complexe se développant sur la longue durée ? Avec des avancées, des régressions, des hésitations. Bref, à des phénomènes sociaux et politiques auxquels nous n'étions pas préparés.

POUR NE PAS CONCLURE

La pensée de Marx est un océan. Elle est aussi fille de son temps. Elle peut y trouver ses limites et ses lacunes. Par exemple : une vision optimiste (bien que très nuancée) du progrès technique, une conception souvent déterministe des lois du développement historique : « *La production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature.* » (*Le Capital*, L.I) Marx nous a bien sûr

donné les outils conceptuels nous permettant de comprendre le fonctionnement et les contradictions de nos sociétés. Sa pensée est un point d'appui considérable.

La fidélité à Marx est dans notre capacité à comprendre notre histoire. C'est-à-dire les formes nouvelles du développement du capital et de la lutte des classes, les nouvelles modalités d'exploitation et d'aliénation. Il s'agit de remettre en chantier sa pensée et les concepts qu'il nous a légués. Il faut creuser et élargir l'horizon du marxisme. Un horizon qui a été stérilisé par la chape de plomb du stalinisme mais également par notre dogmatisme. Il nous faut rompre définitivement avec le modèle léniniste. Modèle qui, en réalité, adaptait aux condi-

tions de la Russie les grands principes organisateurs des partis sociaux-démocrates de la Deuxième Internationale. La classe (hétérogène) ne peut pas être représentée par un seul parti, aussi éclairé soit-il. Il nous faut rompre avec une pratique dominée depuis des dizaines d'années par des formules strictement incantatoires qui ont démontré leur impuissance : Pour un troisième tour social ! Pour une rentrée de combat ! Etc.

« *L'histoire ne fait rien* » écrivait Marx. **Aucune fatalité n'est inscrite dans la trame des événements.** Il y a des moments flamboyants (la Commune, Juin 36, Mai-Juin 68, automne 95, etc.) qui sont des ruptures décisives et ouvrent à de nouveaux possibles. Et puis, il y a la recherche patiente et

quotidienne d'une alternative. Il y a le cheminement souvent imprévu de l'émancipation. **La question incontournable aujourd'hui est bien celle de la démocratie.** Une démocratie bafouée par les gouvernements, les élus, les institutions de la Cinquième République, l'oligarchie économique et financière. Une démocratie mise en miettes par le libre-échange intégral prôné par l'Europe. Aussi, nous ne ferons pas l'économie de la désobéissance civique sous tous ses aspects. Et en particulier de la désobéissance à l'Union européenne.

Une certaine infidélité est peut-être le plus grand hommage que nous puissions rendre à Marx.